

Le droit à l'alimentation dans le contexte de la crise alimentaire

Le droit à l'alimentation dans le contexte de la crise alimentaire

La crise alimentaire est loin d'être résolue. Elle provoque la faim et la malnutrition d'un milliard de personnes. Ce n'est pas la pénurie de nourriture, mais l'exclusion sociale, la corruption, les violations des droits humains ainsi que les choix politiques et commerciaux qui sont les causes principales de la faim. Le manque de recherche au service de petites exploitations agricoles, la production d'agrocarburants, ainsi que l'augmentation de la consommation de viande, ont également contribué à la crise. Les Etats et la communauté internationale ne remplissent pas leurs obligations : lutter contre la faim et réaliser le droit à l'alimentation dans le monde entier.

Les affamées

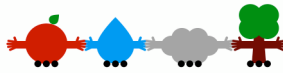
La plupart des personnes qui meurent des suites de la faim ne sont pas victimes de catastrophes environnementales ou de conflits armés. La majorité des personnes concernées souffre de malnutrition et de sous-alimentation chroniques, et cette réalité provoque des maladies entraînant fréquemment la mort ou des lésions à long terme. Les mauvaises conditions d'hygiène et les soins de santé insuffisants aggravent cette situation. La majorité des personnes souffrant des conséquences de la faim et de la sous-alimentation vivent dans les régions rurales. Elles travaillent souvent dans de trop petites exploitations agricoles pour pouvoir survivre. Ou, elles perçoivent des salaires de misère dans des grandes plantations. Bon nombre d'entre elles n'ont pas un accès suffisant à la terre, à l'eau et aux semences. Elles sont d'ailleurs souvent victimes d'expulsions forcées. Les communautés de pêcheurs et les peuples nomades sont également très vulnérables aux violations de leur droit à l'alimentation. Environ 20% des personnes qui souffrent de la faim et la malnutrition vivent dans les quartiers pauvres des villes. Les femmes et filles sont les plus souvent touchés par la faim et sous-alimentation.

Le profit en temps de crise

Le contrôle des moyens de production et du commerce par une poignée d'entreprises fait souvent obstacle à la réalisation du droit à l'alimentation. Lorsque des entreprises multinationales privilégient leurs propres gains aux dépens des droits humains, elles alimentent la crise. Autrement dit: Le problème n'est pas l'insuffisance de l'offre. Depuis 1961, la production céréalière mondiale a triplé alors que la population a «seulement» doublé. L'année 2007 a atteint un record en matière de production de céréales (2,3 milliards de tonnes). Cela représente une hausse de 4% par rapport à l'année précédente. Ce sont les prix élevés qui posent problème: Les prix des aliments ont atteint un pic record en 2008. Ils ont ensuite baissé, mais ils restent plus hauts qu'avant la crise. Dans les pays en voie de développement, les prix ont moins baissé après la crise que dans les pays industrialisés.

Spéculations avec les aliments de base

Dans les pays pauvres, les grossistes réalisent des bénéfices élevés alors que les personnes démunies manquent de moyens pour se nourrir. Pendant que de nombreuses personnes ne mangent pas à leur faim, les fonds d'investissement, les grandes entreprises de transformation d'aliments ainsi que les multinationales de semences ou d'engrais chimiques profitent de la hausse des prix mondiaux. L'entreprise alimentaire internationale Cargill a affiché une croissance des bénéfices de 86% au cours du premier trimestre 2008. Les céréales font désormais l'objet de spéculations. De ce fait, une simple augmentation de la production alimentaire, sous forme d'une deuxième *révolution verte*, ne permettrait pas de sortir de la crise. Le concept de *révolution verte* se base sur l'augmentation de la production grâce à des engrais chimiques, une irrigation abondante et généralement l'utilisation de semences génétiquement modifiées. Etant donné que ces dernières sont protégées par des brevets, les paysannes et paysans n'ont pas le droit de les réutiliser l'année suivante. Ils sont donc forcés d'acheter de nouvelles semences chaque année. Ainsi, ils deviennent dépendants des entreprises de production de semences et risquent de s'endetter. Le droit à l'alimentation interdit cette dépendance.



Une action organisée par: Alliance Sud - SWISSAID - Action de Carême - Pain pour le prochain - Helvetas - EPER- Déclaration de Berne

Les règles commerciales méprisent les droits humains

La mondialisation accorde une influence croissante aux grandes puissances économiques ainsi qu'aux institutions financières internationales et aux entreprises multinationales. Bon nombre de pays industrialisés subventionnent leurs agriculteurs, leur permettant de vendre leurs produits à des prix inférieurs aux coûts réels de production sur le marché mondial. En raison de ces importations bon marché de l'étranger, de nombreux petits agriculteurs des pays en développement et des pays émergents n'ont plus la possibilité de vendre leurs produits sur les marchés locaux. Ils ne sont pas en mesure de concurrencer les «prix de dumping» des importations. De nombreuses familles voient ainsi leurs moyens de subsistance détruits. La Banque mondiale et le FMI forcent les pays pauvres à abandonner leurs greniers à céréales nationaux et à produire des fleurs ou du café pour l'exportation au lieu d'aliments pour leurs propres populations. L'argent ainsi engrangé sert à rembourser les dettes et rend les pays dépendants des importations de denrées alimentaires. La crise actuelle illustre les conséquences fatales de cette politique.

L'inactivité fatale de la communauté internationale

L'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde montre que la communauté internationale n'a pas été en mesure d'adopter des solutions durables pour lutter contre la faim. Selon M. Hafez Ghanem, sous-directeur général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) «il faudrait un effort mondial considérable et une détermination sans faille ainsi que des actions concrètes pour réduire (...) le nombre de sous-alimentés à l'horizon 2015.» Il est douteux que cet effort soit réalisé. Reste à espérer que les Etats décident finalement d'assumer leurs responsabilités de lutter contre la faim au prochain Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui sera organisé par la FAO en novembre 2009. Sans volonté politique cela reste une illusion.

Campagne Œcuménique sur le droit à l'alimentation

Chaque année, durant les 40 jours précédant Pâques, *Pain pour le prochain* et *l'Action de Carême* animent une campagne dans les paroisses protestantes et catholiques ainsi qu'au sein de l'opinion publique. Le but est de sensibiliser les citoyennes et citoyens suisses à divers thèmes de politique de développement tels que la sécurité alimentaire, le droit à l'alimentation, la dette des pays du Sud, ou l'écologie. Depuis 2008 le droit à l'alimentation figure au centre de la Campagne Œcuménique.

Dans leur Campagne Œcuménique de 2010 *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* exigent que les droits humains doivent avoir la priorité sur les règles commerciales.

« *Misons sur un commerce juste* » !

www.campagneoecumenique.ch